



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE PREFECTORAL 2017\_DDT\_SEB\_911

**Direction Départementale des Territoires  
de la Vienne**

**Portant prolongation de l'interdiction temporaire des  
manœuvres de vannes sur tous les cours d'eau du  
département de la Vienne**

La préfète de la Vienne,  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, notamment le livre II et sa partie réglementaire et plus particulièrement les articles R 211-66 à R 211-74 concernant les zones d'alertes, la limitation provisoire des usages et les zones de répartition des eaux ;

**VU** le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2212-3 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L 2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'état dans le département en matière de police municipale ;

**VU** la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi n° 2006.1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

**VU** le décret n° 62.1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

**VU** le décret n° 2014-813 du 17 juillet 2014 relatif au commissionnement et à l'assermentation des agents chargés de fonction de police judiciaire au titre de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté 2017-SG-SCAADE-044 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques PAILHAS, directeur départemental des territoires de la Vienne ;

**VU** l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 du préfet de la Région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2017\_DDT\_SEB\_912 portant prolongation de l'interdiction du remplissage des plans d'eau dans le département de la Vienne ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2017-DDT-SEB-275 interdisant temporairement les manœuvres de vannes sur tous les cours d'eau du département de la Vienne en date du 11 avril 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que la pluviométrie constatée depuis le début de l'automne n'est pas suffisante pour recharger les nappes et les rivières ;

**CONSIDÉRANT** la sécheresse persistance de ces derniers mois et la situation d'étiage des cours d'eau et des nappes du supra-toarcien ;

**CONSIDÉRANT** les débits mesurés à l'indicateur de Poitiers (point nodal du bassin du Clain) le 24 octobre 2017 (2,04 m<sup>3</sup>/s) et le 25 octobre 2017 (2,02 m<sup>3</sup>/s) ;

**CONSIDÉRANT** que les manœuvres de vannes entraînent des abaissements de plans d'eau et des variations de débit nuisibles pour la salubrité publique et pour les milieux aquatiques ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires de la Vienne,

## **ARRETE**

### **Article 1er – Objet**

L'arrêté préfectoral 2017\_DDT\_SEB\_275 en date du 11 avril 2017 est prorogé jusqu'au **17 décembre 2017 – minuit**.

### **Article 1er – Règles générales**

Les manœuvres des vannes et empellements des ouvrages de retenues pouvant modifier le régime hydraulique des cours d'eau, sont interdits sur tous les cours d'eau du département de la Vienne, sauf cas d'inondation.

Toutes les vannes et empellements devront rester en position fermée de façon à maintenir le niveau d'eau au niveau légal pour les ouvrages réglementés. À défaut d'autorisation, le niveau d'eau sera maintenu au niveau du haut du déversoir ou du haut de la vanne de décharge la plus proche du déversoir. Le débit entrant passe par surverse si la vanne est en position basse.

La fermeture ne doit pas se faire brutalement afin de ne pas entraîner de rupture d'écoulement à l'aval.

L'étanchéité des ouvrages est obtenue par leurs propres dispositions constructives et non par l'ajout d'éléments extérieurs (bâches plastique, argile...).

Le fonctionnement des centrales hydroélectriques par éclusées est interdit, le niveau d'eau amont devant rester constamment au niveau légal.

**La présente disposition, applicable depuis le 12 avril 2017, restera en vigueur tant que les conditions météorologiques subsisteront, et au plus tard jusqu'au 17 décembre 2017 – minuit.**

## **Article 2 – Dérogations**

Des dérogations pourront être accordées à titre exceptionnel sur demande formulée auprès du service chargé de la police des eaux et des milieux aquatiques en tout temps pour abaisser le plan d'eau en cas de réparations importantes aux ouvrages et courant septembre pour l'entretien annuel.

Une dérogation est accordée à EDF pour les ouvrages hydroélectriques de Jousseau, La Roche et Charde dans le cadre du soutien d'étiage de la centrale électronucléaire de CIVAUX.

EDF pourra abaisser temporairement les plans d'eau concernés dans le respect des règlements et conventions de concession et de soutien d'étiage.

## **Article 3 – Mesures d'urgence**

En cas de pluviométrie importante entraînant des risques d'inondations pour les biens et les personnes, les manœuvres de vannes sont autorisées sans demande préalable.

## **Article 4 – Sanctions**

Tout contrevenant est passible des sanctions pénales prévues à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement.

## **Article 5 – Indemnités**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

## **Article 6 – Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

## **Article 7 – Abrogation**

Toutes les dispositions ou autorisations antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

## **Article 8 – Droit et délai de recours**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du département de la Vienne, et affiché dès réception dans les mairies du département.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

## **Article 9- Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne,  
Les sous-préfets de Châtelleraut et Montmorillon,  
Les directeurs départementaux des territoires des départements limitrophes (16,36,37,49,79,87),  
Le directeur départemental des territoires de la Vienne,  
Le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Vienne,

Le directeur départemental de la sécurité publique,  
Le président de la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection  
du Milieu Aquatique de la Vienne,  
Le chef du service départemental de l'Agence Française de la Biodiversité,  
Le directeur de l'Agence Régionale de la Santé,  
Le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
Les maires concernés,  
Les syndicats de rivières du département de la Vienne,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera :

- affiché en mairie
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne,
- adressé pour information aux préfets coordonnateurs de bassin.

A Poitiers, le 27 OCT. 2017

Pour la Préfète et par délégation,  
La chef du service  
Eau et Biodiversité

  
Morgan PRIOL